

## Doctrines

### Législation Communautaire

#### Assurances

- (060997) Distribution de produits d'investissement fondés sur l'assurance : précisions relatives aux conditions d'une dispense d'évaluation de l'adéquation et du caractère approprié , PAILLER Pauline (International journal for financial services, 01/02/18, n°4, p.92-94)

#### Banque

- (060978) Lecture croisée de la Directive sur les services de paiement et du Règlement sur la protection des données personnelles, POZZO DI BORGIO Valérie (Banque et droit, 01/01/18, n°177, p.4-6)

#### Bourse et marchés financiers

- (060956) Contrats dérivés de gré à gré - Décision d'équivalence, BONNEAU Thierry (Revue de droit bancaire et financier, 01/01/18, n°1)

#### Nouvelles technologies et commerce électronique

- (060921) Données personnelles - RGPD : adaptation partielle de la loi de 1978, LEMPERIERE Marc (Expertises, 01/02/18, n°2, p.72-75)

#### Pénal

- (060994) Approche européenne de la lutte anti-blanchiment : le besoin de production normative sectorielle , BEGUE Guillaume (International journal for financial services, 01/02/18, n°4, p.78-84)

### Législation Internationale

#### Bourse et marchés financiers

- (060995) Les aménagements envisageables pour réaliser un premier sukuk souverain "made in France", NAJIB Mirna (International journal for financial services, 01/02/18, n°4, p.84-89)

### **Sociétés et autres groupements**

- (060990) Le principe "comply or explain " : suivi et mise en oeuvre des codes de gouvernement d'entreprise au Royaume-Uni et en France, LIEURY Claire , DECKERT Katrin (International journal for financial services, 01/02/18, n°4, p.38-47)
- (060974) La protection des lanceurs d'alerte, (Cahiers droit de l'entreprise, 01/01/18, n°1)

### **Législation Nationale**

#### **Banque**

- (060999) Point de départ du délai de prescription de l'action menée contre le taux conventionnel calculé sur "l'année lombarde" , LASSERRE CAPDEVILLE Jérôme (Petites Affiches, 12/02/18, n°31, p.4-5)

#### **Immobilier et urbanisme**

- (060917) Dispositions de droit immobilier applicables depuis le 1er janvier 2018, BOIJARD Cécile (J.C.P. N., 09/02/18, n°6, p.27-32)

#### **Nouvelles technologies et commerce électronique**

- (060970) Le projet de loi relatif à la protection des données personnelles, GRIGUER Merav (Cahiers droit de l'entreprise, 01/01/18, n°1)
- (060925) Open Data - « Les conditions de diffusion des décisions de justice représentent un enjeu essentiel de la mise en œuvre du projet de leur mise à disposition du public » , CADIET Loic (J.C.P. G., 12/02/18, n°7)

#### **Procédures collectives**

- (060848) Le rebond du débiteur de mauvaise foi, GALOKHO Cheik (R.T.D. COM., 01/10/17, n°4, p.783-800)

## **Sociétés et autres groupements**

- (060973) Le droit pénal dans l'entreprise. Entre dépenalisation et mondialisation, FOURVEL Jacques, HOULETTE Eliane, IWEINS Paul-Albert (Cahiers droit de l'entreprise, 01/01/18, n°1)
- (060819) Les conventions de management fees : où en est-on ?, REYGROBELLET Arnaud (Bulletin Joly Sociétés, 01/02/18, n°2, p.120-124)

## **Institutions bancaires et financières**

### Législation

- (061001) 2018-017 Communication CFONB n° 2018-0010 - Modalités techniques de déclaration des notifications à la Banque de France prévues dans le cadre de la 2ème directive européenne sur les services de paiement (DSP2) (Communications Adhérents FBF. 19/02/18)

## **Jurisprudence**

### Législation Communautaire

#### **Banque**

- **(060927) Politique économique, monétaire et financière - Surveillance prudentielle**

Le Tribunal précise les conditions de légalité du contrôle prudentiel des établissements de crédit dans le contexte de l'organisation complexe du groupe Crédit mutuel. (Tribunal de l'Union européenne - 13/12/17 ; Tribunal de l'Union européenne - 13/12/17 : Europe 2018, n°2 - note de SIMON Denys )

### Législation Internationale

#### **Banque**

- **(061005) Crédit documentaire ; saisie ; droit applicable à la créance du bénéficiaire ; lieu de situation de la créance ; lien de rattachement ; lieu du paiement (non) ; domicile du débiteur (oui) [Supreme Court (Royaume-Uni), 25 octobre 2017, Taurus Petroleum Limited c/State Oil Marketing Company of the Ministry of Oil, Republic of Iraq 2017 -**

## **UKSC 64]**

La jurisprudence britannique relative aux crédits documentaires est abondante. Reflet de l'usage soutenu du droit anglais dans le commerce international, elle a souvent été l'instigatrice de changements dans la codification des usages en cette matière. Toutefois, contrairement à la jurisprudence française sur la même question, elle est rarement rendue par la Cour suprême. Lorsqu'il s'agit d'un arrêt remarquablement raisonné, rendu à la majorité des 3:2 des lords avec la puissante dissension des minoritaires, et désavouant un précédent de droit monétaire international établi depuis presque un demi-siècle, cet arrêt Taurus mérite d'être signalé et commenté. Les enseignements à tirer dépassent largement le crédit documentaire objet du litige. (Supreme Court (UK)-25/10/17 : Banque et droit 2018, n°177, p.39 - note de AFFAKI Georges )

- **(060947) Responsabilité extra-contractuelle du banquier tiré ayant refusé de payer le chèque**

La convention de Genève du 19 mars 1931 « destinée à régler certains conflits de lois en matière de chèques » ne s'applique que pour la solution des conflits qu'elle énumère. Elle ne règle notamment pas la question de la détermination de la loi applicable à l'action en responsabilité extra-contractuelle exercée contre la banque tirée. Il convient en conséquence d'appliquer, à l'action en responsabilité délictuelle engagée par le bénéficiaire d'un chèque contre le banquier tiré, conformément aux directives jurisprudentielles, la loi de l'État sur le territoire duquel le fait dommageable s'est produit, celui-ci s'entendant du fait générateur, en l'espèce constitué par le non-paiement du chèque, au Brésil, par la banque Sudameris, de sorte que c'est la loi brésilienne qui doit s'appliquer, laquelle présente le lien le plus étroit avec le fait dommageable. (Cour d'appel - Paris - 17/02/17 : Revue de droit bancaire et financier 2018, n°1 - note de SAMIN Thierry , TORCK Stéphane )

## **Législation Nationale**

### **Assurances**

- **(060951) Pas d'obligation pour l'assureur de proposer une traduction du contrat d'assurance lorsque le souscripteur est étranger**

L'assureur n'est pas tenu au titre de son devoir d'information et de conseil d'informer le souscripteur qu'aux termes de l'article L. 112-3, alinéa 3 du Code des assurances, lorsque les parties au contrat n'ont pas la possibilité d'appliquer une autre loi que la loi française, le contrat et les informations transmises par l'assureur au souscripteur peuvent, d'un commun accord entre elles et à la demande écrite de ce dernier seulement, être rédigés dans la langue ou dans l'une des langues officielles de l'État dont il est ressortissant. (Cass.Civ. - 14/12/17 - 16-26709 : Revue de droit bancaire et financier 2018, n°1 - note de LEBLOND Nicolas)

- **(060934) La déclaration de risques pré-imprimée est-elle susceptible d'être qualifiée de clause illicite ou abusive ?**

Prive sa décision de base légale au regard de l'article L. 113-2, 2°, du Code des assurances, la cour d'appel qui, pour rejeter la demande d'une association de consommateur tendant à voir déclarer illicite ou abusive la clause comportant une déclaration d'état de santé à remplir par l'emprunteur qui adhère à l'assurance proposée par le prêteur, assimile cette déclaration à un questionnaire, en le jugeant clair et dénué d'ambiguïté sans rechercher, comme il le lui était demandé, si le consommateur n'était pas seulement invité à apposer sa signature au bas d'un formulaire préimprimé, sans répondre à des questions précises. (Cass.Civ. - 06/12/17 - 16-14974 : Revue générale du droit des assurances 2018, n°2 - note de PELISSIER Anne)

- **(060933) La qualité d'héritier entre définition et identification**

Une cour d'appel a justement énoncé que, pour identifier le bénéficiaire désigné sous le terme d'« héritier », lors de l'exigibilité du capital, il convient de ne s'attacher exclusivement ni à l'acception du terme dans le langage courant ni à la définition de ce terme en droit des successions, mais de rechercher et d'analyser la volonté du souscripteur. (Cass.Civ. - 14/12/17 - 16-27206 : Revue générale du droit des assurances 2018, n°2 - note de MAYAUX Luc)

## **Banque**

- **(061008) Chronique de jurisprudence : comptes, crédits et moyens de paiement**

Opération de paiement : internet ; utilisation des données personnelles ; hameçonnage ; négligence grave du client. Crédit : survenance du terme ; renouvellement ; délai de préavis ; rupture brutale. Crédit : devoir de mise en garde ; caution ; capacités financières de la caution ; risque d'endettement né de l'octroi du prêt ; Secret bancaire ; communication de documents ; levée du secret (Cass.Com - 25/10/17 - 16-11644 ; Cass.Com - 25/10/17 - 16-16839 ; Cass.Com - 15/11/17 - 16-16790 ; Cass.Com - 29/11/17 - 16-22060 : Banque et droit 2018, n°177, p.20 - note de BONNEAU Thierry )

- **(060930) Crédit à la consommation : prescription quinquennale et relevé des moyens d'office**

Dans un arrêt du 11 janvier 2018, la cour d'appel de Paris oppose au relevé d'office la prescription quinquennale. (Cour d'appel - Paris - 11/01/18 : Dalloz 2018, n°5, p.238 - note de POISSONNIER Ghislain)

## **Bourse et marchés financiers**

- **(060950) Conseil en investissement financier : obligation d'information et de conseil de l'investisseur en adéquation avec sa situation financière**

Le conseil en investissements financiers doit présenter à l'investisseur les avantages et les risques des placements proposés et leur adéquation à sa situation financière, peu important que ce dernier se soit présenté comme un investisseur averti. (Cass.Com - 22/11/17 - 16-15756 : Revue de droit bancaire et financier 2018, n°1 - note de DJOUDI Jamel )

## Garantie

- **(060936) Chronique second semestre 2017 : sûretés immobilières**

Quelle assiette pour le privilège de prêteur de deniers lorsque l'immeuble est acquis par deux personnes et que l'une, seulement, emprunte ? L'hypothèque non publiée : un fantôme ! Le notaire qui omet d'employer le prix de vente au paiement du créancier inscrit engage sa responsabilité à l'égard de ce dernier, le privilège de prêteur de deniers survit à l'annulation de la vente financée (Cour d'appel - Lyon - 12/12/17 ; Cass.Civ. - 28/09/17 - 16-20437 ; Cass.Civ. - 08/11/17 - 16-23197 ; Cass.Civ. - 26/10/17 - 16-15754 : Répertoire du Notariat Defrénois 2018, n°4, p.31 - note de GIJSBERS Charles )

## Pénal

- **(061007) Exercice illégal de la profession de banquier - collecte de fonds auprès du public - absence d'agrément - action des victimes**

Sont coupables d'exercice illégal de la profession de banquier les prévenus s'étant livrés à une collecte de fonds auprès du public par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement sans disposer des agréments nécessaires. (Cass.Crim - 11/07/17 - 15-86556 : Banque et droit 2018, n°177, p.63 - note de LASSERRE CAPDEVILLE Jérôme )

# Textes

## Législation Communautaire

### Banque

- (061012) Règlement d'exécution (UE) 2018/256 de la Commission du 20 février 2018 modifiant pour la deux cent quatre-vingt-unième fois le règlement (CE) n° 881/2002 du Conseil instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées aux organisations EIIL (Daech) et Al-Qaida (J.O.U.E. série L n°48 du 21/02/18, p.39)

- (061011) Rectificatif à la décision (PESC) 2016/849 du Conseil du 27 mai 2016 concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée et abrogeant la décision 2013/183/PESC (J.O.U.E. série L n°48 du 21/02/18, p.44)
- (060984) Règlement d'exécution (UE) 2018/223 de la Commission du 15 février 2018 modifiant le règlement (CE) n° 314/2004 du Conseil concernant certaines mesures restrictives à l'égard du Zimbabwe (J.O.U.E. série L n°43 du 16/02/18, p.10)
- (060983) Décision (PESC) 2018/224 du Conseil du 15 février 2018 modifiant la décision 2011/101/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe (J.O.U.E. série L n°43 du 16/02/18, p.12)
- (060982) Décision d'exécution (PESC) 2018/227 du Conseil du 15 février 2018 mettant en œuvre la décision 2011/101/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe (J.O.U.E. série L n°43 du 16/02/18, p.16)

## **Législation Nationale**

### **Banque**

- (061013) Arrêté du 19 février 2018 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°43 du 21/02/18)
- (060987) Arrêté du 15 février 2018 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°41 du 18/02/18)
- (060986) Arrêté du 15 février 2018 portant application des articles L. 562-3 et suivants, et L. 714-1 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°40 du 17/02/18)
- (060985) Décision du Conseil constitutionnel n° 2017-692 QPC du 16 février 2018 [Amende pour défaut de déclaration de comptes bancaires ouverts, utilisés ou clos à l'étranger III] (J.O. n°41 du 18/02/18)

### **Bourse et marchés financiers**

- (060979) AMF : Accord-cadre entre les membres du Crisis Management Group de LCH Ltd (Accord) (J.O. n°39 du 16/02/18)